

APPEL A PROPOSITION 2016 AMENAGEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES

Dispositif : AMENAGEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES (7.2.A)

Fonds européen concerné : FEDER

Objectif spécifique : Accroître la couverture du territoire lorrain en très haut débit.

1. Actions éligibles :

Sont éligibles par ordre de priorité :

a. Les travaux d'infrastructures, investissements en équipements et matériels actifs de réseaux de communications électroniques passifs, neutres, accessibles et ouverts, contribuant :

- Au développement économique de la Lorraine et à la compétitivité des entreprises :
 - déploiement de réseaux de fibre optique jusqu'aux abords des zones d'activité et pouvant aller jusqu'à la parcelle à raccorder ;
 - opérations visant à développer le maillage des réseaux d'initiative publique de collecte et à prolonger la collecte en fibre optique de points hauts.
- A l'amélioration de l'accessibilité aux services publics et de santé, par le raccordement en fibre optique des collectivités, administrations et sites publics et des établissements de santé (hôpitaux, établissements sanitaires et médico-sociaux) ;
- A la diversification et à l'enrichissement des méthodes d'enseignement et de formation :
 - Raccordement en fibre optique des établissements d'éducation (écoles, collèges, lycées, centres de formation), d'enseignement supérieur et de recherche (sites universitaires, laboratoires, grandes écoles) ;
 - Développement de l'interconnexion des établissements publics (notamment de l'enseignement supérieur et de recherche à travers le réseau LOTHAIRE) à l'échelle transfrontalière, interrégionale, inter et infra départementale.
- A l'attractivité des territoires, pour lutter contre la fracture numérique :
 - Déploiement de réseaux de desserte FttH en fibre optique, lorsqu'ils permettent de compenser les déséquilibres liés à l'intervention des opérateurs privés dans les seules zones très denses ou moyennement denses (zones AMII), et à assurer une couverture numérique équitable entre les territoires urbains et les territoires ruraux ou fragilisés par l'absence d'une desserte numérique de qualité ;
 - Les opérations de montée en débit (cuivre et radio) consistant à moderniser les réseaux existants en déployant de la fibre optique en amont (réseaux de collecte capillaire), sous réserve d'être globalement réutilisables (dans le cadre d'un

déploiement ultérieur de la fibre jusqu'à l'abonné) et de s'inscrire en cohérence avec d'éventuels projets FttH identifiés sur un même territoire.

- b. **Les travaux de génie civil destinés à déployer la fibre optique en zone rurale** (installation de supports, pose de fourreaux, préparation et aménagement de sites) lorsqu'une opportunité de travaux de toute nature (assainissement, voirie, électricité,...) se présente prioritairement sur une liaison interurbaine et sous réserve de l'absence avérée d'infrastructure existante accessible (lorsque le réseau de l'opérateur historique est déployé en pleine terre et qu'aucune voie de contournement en aérien n'existe).
- c. **L'extension du réseau Très Haut Débit LOTHAIRE**, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.
- d. **La réalisation d'études stratégiques, techniques, juridiques et financières** nécessaires à la conception et au déploiement d'infrastructures et/ou de réseaux d'initiative publique à très haut débit, sous réserve de contribuer à la mise en œuvre d'un projet d'envergure départementale ou régionale.

2. Budget indicatif : 29 965 000 €

3. Dépenses éligibles :

Les dépenses éligibles concernent :

- Les équipements et matériels actifs de communication électroniques nécessaires au déploiement de réseaux d'initiative publique et les travaux d'infrastructures y afférents ;
- Les études et les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage directement liées aux opérations d'infrastructures.

4. Dépenses inéligibles :

Les dépenses inéligibles concernent :

- Les dépenses de fonctionnement, de maintenance et de gestion des infrastructures et de réseaux d'initiative publique, le financement d'emplois permanents et les salaires ;
- Les investissements qui ont déjà été matériellement achevés ou totalement mis en œuvre à la date de décision d'investissement.

5. Bénéficiaires :

- Collectivités ou leurs groupements ;
- Etablissements publics ou structures de coopération¹ ;
- Aménageurs et/ou régions² ;
- Université de Lorraine³.

¹ Concernant la réalisation d'études ou de travaux de génie civil uniquement.

² Opérant pour le compte de collectivités ou d'un groupement de collectivités à minima à l'échelle départementale.

³ Concernant le réseau Très Haut Débit LOTHAIRE uniquement.

6. Taux d'intervention :

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

- 1- Travaux d'infrastructures, investissements en équipements et matériels actifs de réseaux de communications électroniques : Le taux d'aide FEDER sera défini dans le cadre de l'instruction du dossier et en particulier de l'analyse du plan de financement faisant apparaître les investissements éligibles, en tenant compte des contreparties financières apportées par l'Etat, les collectivités, les acteurs publics et le cas échéant les acteurs privés.

NB : Afin de garantir une homogénéité et une équité de soutien entre les différents territoires lorrains, plusieurs critères pourront être pris en compte afin d'optimiser l'octroi d'aides européennes, à savoir :

- Le montant des investissements nécessaires réalisés *a minima* à l'échelle départementale, pour la réalisation de projets d'aménagement numérique menés par les groupements de collectivités (ex : Syndicats Mixtes Ouverts exerçant la compétence d'aménagement numérique, prioritairement ou sous Maîtrise d'Ouvrage Départementale ou Régionale) ;
- Le nombre de prises FTTH raccordables qui seront déployées dans le cadre de projets menés *a minima* à l'échelle départementale ;
- La densité de population de chaque département (nombre d'habitants au km²), telle que définie par l'INSEE en 2012 (cf. tableau ci-dessous) :

Département	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges
Densité de population au km ²	140	31	168	64

- Une évaluation des recettes : lors de l'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion appliquera les règles de calcul des recettes nettes générées par l'opération prévues à l'article 61 du règlement général n° 1303/2013. Un plan d'affaires prévisionnel de l'exploitant sur 15-20 ans, faisant apparaître *a minima* les investissements, les recettes et les charges permettra de calculer le déficit de financement.
- 2- Travaux de génie civil : Le taux d'aide maximum est de 10 % des travaux de génie civil éligibles, avec un montant maximum mobilisable de 20 000 € par projet ;
 - 3- Réseau Très Haut Débit LOTHAIRE : Le taux d'aide maximum est fixé à 30% des investissements éligibles. Le montant maximum de l'aide FEDER alloué à cette opération est de 300 000 €.
 - 4- Etudes : Le montant maximum de l'aide FEDER pouvant être accordé par département en faveur d'un projet d'infrastructures et de réseau public de communication électronique, porté par un groupement de collectivités (ex : Syndicat Mixte Ouvert exerçant la compétence d'aménagement

numérique) ou sous Maîtrise d'Ouvrage Départementale est plafonné à 75 000 € sur la période de programmation 2014-2020.

Dans l'hypothèse où le montant de l'aide FEDER sollicitée n'atteint pas ce montant plafonné à 75 000 €, le taux d'aide applicable est fixé à 20% des investissements éligibles.

7. Montant minimum de subvention FEDER à solliciter :

- Travaux de génie civil : 8 000 € minimum ;
- Etudes : 5 000 € minimum.

8. Gouvernance :

Les dossiers cofinancés par des fonds européens et répondant aux orientations stratégiques du volet « Numérique » du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 seront examinés au sein d'un comité de programmation dédié au numérique, qui a notamment pour rôle de procéder à la programmation concertée par les cofinanceurs.

9. Critères de sélection :

Votre projet sera examiné au regard des critères de sélection suivants :

a. La cohérence avec la stratégie du PO :

Les opérations devront être en cohérence avec la stratégie du programme opérationnel (section 1 du document validé le 11/12/2014). Cette stratégie repose sur les priorités suivantes :

- Accompagner l'évolution de l'économie Lorraine vers une économie compétitive et décarbonnée ;
- Encourager la transition énergétique et la protection de l'environnement dans une logique de croissance durable ;
- Soutenir l'économie par la montée en compétence des travailleurs lorrains ;
- Promouvoir l'équité et la compétitivité des territoires.

b. La contribution du projet à l'atteinte de l'objectif spécifique du dispositif :

Dans le cadre de la Stratégie de Cohérence Régionale sur l'Aménagement Numérique des Territoires lorrains (SCORAN) réactualisée et approuvée en 2015, la disponibilité des services Internet fixes en Lorraine, toutes technologies d'accès confondues (déployées par l'initiative publique et privée), a été évaluée à :

- Très Haut Débit (30 Mbps et plus) : 39%
- Haut débit de qualité (4 à 30 Mbps) : 85%
- Haut débit (2 à 4 Mbps) : 99%

En Lorraine, l'échelon départemental a initialement été retenu pour l'élaboration de Schémas Directeurs d'Aménagement Numérique des Territoires (SDANT). Leur articulation dans le cadre de la SCORAN, a permis d'assurer une véritable cohérence entre les opérations menées par les collectivités et les opérateurs privés de télécommunications, en instaurant une gouvernance partagée.

Les SDANT constituent des outils de cadrage incontournables pour la montée en débit (fixe et mobile) des territoires au moyen d'une densification des réseaux en fibre optique et de leur évolution vers le très haut débit en faveur des particuliers, des entreprises et des sites publics (santé, éducation, administrations).

Les orientations des SDANT répondent aux objectifs fixés par les autorités nationales dans le cadre du Plan France Très Haut Débit, afin de relever le double défi technique et financier du déploiement du très haut débit. L'atteinte de cet objectif nécessite de s'appuyer sur l'initiative combinée des acteurs privés et des acteurs publics, via notamment la mobilisation des crédits européens. Le PO FEDER FSE Lorraine et Massif des Vosges 2014-2020 a été rédigé en ce sens.

En matière d'aménagement numérique, les efforts réalisés lors de la période 2007-2014 doivent être poursuivis car les opérateurs privés ne desserviront que seulement 33% des territoires lorrains en fibre optique à horizon 2022 (contre 57% en moyenne nationale) ; 67% de la desserte en Très Haut Débit du territoire (soit 2 227 communes) restera donc à la charge des collectivités.

La mobilisation des crédits européens doit permettre de relever le défi majeur fixé par le Gouvernement dans le cadre du Plan France Très Haut Débit, qui consiste à étendre la couverture en Haut Débit de qualité (à partir de 3/4 Mbps) sur l'ensemble des territoires à horizon 2017, dans la perspective de l'accès au Très Haut Débit (à partir de 30 Mbps) pour tous d'ici 2020. Le PO FEDER FSE Lorraine et Massif des Vosges 2014-2020 a été rédigé en ce sens.

L'intervention des collectivités doit désormais reposer sur une nécessaire articulation entre initiatives publiques et privées, afin de développer la couverture numérique des zones périurbaines mais aussi veiller à l'équité territoriale en zones rurales. La réactualisation de la SCORAN en 2015, a permis d'estimer à 90% la part de la population lorraine qui serait éligible à une offre d'accès en Haut Débit de qualité à horizon 2017 et à 80% celle qui serait éligible à une offre d'accès en Très Haut Débit à horizon 2022 (dont environ 75% en fibre optique à l'abonné FTTH). A cette même échéance, 90% des entreprises bénéficieraient d'un accès professionnel (FTTO) en Très Haut Débit.

Ainsi, de l'ordre de ~368 000 prises optiques FTTH seraient déployées par l'initiative publique à horizon 2020 et ~559 000 prises optiques FTTH à horizon 2023. Selon les estimations financières réalisées dans le cadre de la SCORAN, le passage au THD pour tous en Lorraine nécessitera des investissements publics cumulés de l'ordre de ~492 M€ à horizon 2020 et de ~740 M€ à horizon 2023.

c. Le respect des principes directeurs de sélection propres à chaque dispositif

Sont éligibles aux aides FEDER, **les projets qui seront menés a minima à l'échelle départementale ou régionale** (conformément au Plan France Très Haut Débit) et portés soit par un groupement de collectivités (ex : Syndicat Mixte Ouvert), soit en Maîtrise d'Ouvrage directe (Département ou Région).

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat. Celles-ci, définies dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communications à haut débit, sont décrites dans les lignes directrices de l'Union européenne 2013/C 25/01.

Les dispositions décrites dans l'appel à projets du Plan France Très Haut Débit sont subordonnées au cadre réglementaire national et européen (aide d'Etat N 330/2010 du 19.10.2011) et à ses évolutions (le régime cadre modifié est en cours de notification à la Commission européenne).

Les aides FEDER en faveur des projets d'infrastructures et réseaux de communications électroniques sont subordonnées à un accord officiel préalable de soutien financier de l'Etat au titre du Plan France Très Haut Débit (accord définitif du Premier Ministre).

L'accord de l'Etat ne constitue pas une validation du respect par le projet des règles en matière d'aides d'Etat, la collectivité territoriale conserve la charge de la preuve que son projet en respecte bien les clauses.

Par ailleurs, pour être éligible, le projet déposé devra :

- Couvrir uniquement la zone où il est établi que la seule initiative, y compris mutualisée, des opérateurs ne suffit pas à déployer à moyen terme un réseau de communication électronique à haut ou très haut débit, c'est-à-dire en dehors des zones très denses ou dites « *zones conventionnées* » ;

Le Conseil Régional (en tant qu'autorité de gestion) se réserve la possibilité de soutenir des projets publics sur ces zones, en cas de défaillance de l'initiative privée et sous réserve d'une constatation qui s'inscrira dans le cadre du dispositif de « *Conventions de Programmation et de Suivi des Déploiements* » de la Mission France Très Haut Débit.

- Intégrer les recommandations nationales ; les projets d'infrastructures et les réseaux d'initiative publique bénéficiant d'aides doivent notamment respecter le principe de neutralité technologique. L'opérateur du réseau d'initiative publique bénéficiant d'aides doit commercialiser une offre d'accès de gros pendant une durée de 7 ans minimum et ce sans discrimination (le tarif d'accès à cette offre doit être conforme aux règles définies par l'autorité de régulation ;
- S'inscrire en conformité avec les orientations de la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique des Territoires Lorrains (SCORAN) ;
- S'inscrire en cohérence avec le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique des Territoires (SDTAN) du territoire sur lequel le projet est réalisé. Le porteur devra démontrer que son projet repose sur une réelle concertation menée avec les acteurs publics du territoire (EPCI, communes notamment) ;

Par ailleurs, le financement d'un projet a vocation à être alloué phase par phase, dont le coût total éligible par projet devra obligatoirement être inférieur à 50 M€.

- Présenter, le cas échéant, un intérêt transfrontalier et/ou transnational, ou pour le développement du Massif des Vosges.

Le soutien du FEDER s'inscrit en parfaite complémentarité avec les aides mobilisables au titre du Plan France Très Haut Débit, du volet « Numérique » du CPER 2015-2020 et du PACTE Lorraine afin de permettre un effet de levier financier en faveur de la réalisation des projets éligibles.

Une bonification de 15% pourra être accordée aux projets qui seront menés à l'échelle supra départementale ou régionale.

d. La contribution du projet à l'atteinte des objectifs des indicateurs

Les projets soutenus devront permettre d'atteindre tout ou partie des indicateurs de réalisation et de résultat ici listés.

Tableau : Indicateur de résultat spécifique au programme par objectif spécifique

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
18	Taux d'accès à un service de Très Haut Débit (à partir de 30 Mbps et au-delà) pour les Zones d'Activités Economiques (ZAE) de la région Lorraine	pourcentage	En transition	83%	2014	95%	Maîtrises d'ouvrages publiques chargées de la mise en œuvre des Réseaux d'Initiative Publique Opérateurs de communications électroniques Mission Nationale Très Haut Débit ARCEP	Tous les 2 ans

Tableau : Les indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
Indicateur spécifique	Taux d'accès à un service de Très Haut Débit (à partir de 30 Mbps et au-delà) pour la population de la région Lorraine	pourcentage	FEDER	Région en transition	80%	Système d'information régional complété par les sources suivantes: Maîtrises d'ouvrages publiques chargées de la mise en œuvre des Réseaux d'Initiative Publique Opérateurs de communications électroniques Mission Nationale Très Haut Débit ARCEP	Annuelle

e. La capacité administrative et financière du porteur :

- La capacité financière du porteur de projet
- L'existence d'une comptabilité analytique ou de tout autre système de comptabilité distinct,
- Les moyens humains et les outils dédiés à la gestion du projet
- Le bilan administratif et financier des demandes de subventions européennes antérieures effectuées par le porteur

Critères d'exclusion du porteur de projet (liste non exhaustive) : faillite, liquidation, procédure judiciaire, cessation d'activité, conflits d'intérêt, non-paiement des cotisations....

Le service instructeur s'appuiera sur des avis techniques et juridiques auprès de services internes ou externes.

10. Calendrier année 2016 :

Comité régional de Pré- Programmation
Avril
Les prochaines instances seront déterminées en fonction du calendrier des CP 2016

Programmation en Commission Permanente (CP)
A venir

11. Service instructeur et contact :

Conseil Régional d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine
Pôle Europe – Secteur FEDER-FSE
Service FEDER
myriam@thiry@lorraine.eu